

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED  
WT/ACC/UKR/70  
23 juillet 1999

(99-3109)

Groupe de travail de l'accession de l'Ukraine

Original: anglais

## ACCESSION DE L'UKRAINE

### Aperçu du soutien accordé par l'État aux entités ukrainiennes exerçant des activités économiques extérieures

La Commission gouvernementale sur l'accession de l'Ukraine à l'OMC a fait parvenir au Secrétariat les renseignements ci-après sur le soutien accordé par l'État aux entités ukrainiennes exerçant des activités économiques extérieures.

## TABLE DES MATIÈRES

<u>Sujet</u>	<u>Page</u>
<b>1. Soutien des entités du secteur industriel exerçant des activités de commerce extérieur .....</b>	<b>2</b>
a) Brève description et évolution des instruments législatifs régissant les activités de commerce extérieur du secteur industriel .....	2
b) Description des instruments législatifs en vigueur .....	2
i) Loi n° 535/97 du 19 septembre 1997 sur les mesures de soutien de la fabrication d'automobiles en Ukraine.....	3
ii) Résolution n° 166-XIV du 6 octobre 1998 de la Rada Suprême sur les mesures d'urgence concernant le secteur de l'exploitation des mines de métaux d'Ukraine.....	4
iii) Résolution n° 462-XIV du 2 mars 1999 de la Rada Suprême sur les mesures d'urgence concernant le secteur national des communications .....	4
iv) Résolution n° 155 du 16 février 1998 du Conseil des ministres portant confirmation de la Liste des exemptions de droits visant le produit de la vente d'automobiles et de véhicules pour le transport de personnes et de marchandises, des motocycles et des pneus s'y rapportant fabriqués par des entreprises ukrainiennes de diverses formes de propriété.....	4
v) Loi n° 276-XIV du 20 novembre 1998 portant modification de la Loi sur les taux des droits d'accise et des droits d'importation applicables à certaines catégories de marchandises (produits) .....	5
vi) Accord de coopération en matière de fabrication entre l'Ukraine et la Fédération de Russie conclu le 24 avril 1998.....	5
vii) Mise en œuvre et incidence des lois précitées dans la perspective des organisations internationales .....	6

<b>2.</b>	<b>Soutien des entités du secteur agro-industriel exerçant des activités de commerce extérieur .....</b>	<b>6</b>
a)	Privilèges et subventions dans le secteur agricole - Aperçu historique .....	6
b)	Le marché des céréales aujourd'hui .....	7
i)	Khlib Ukrainy (Pain d'Ukraine) – Évaluation.....	7
ii)	Privatisation des entreprises de production céréalière, de boulangerie et de distribution .....	7
iii)	Modifications du statut de Khlib Ukrainy.....	7
iv)	Restrictions concernant le transport des céréales.....	8
c)	Le marché des pesticides et des herbicides aujourd'hui .....	8
d)	Le marché des engrais aujourd'hui.....	8
e)	Le marché des eaux-de-vie de fruits, des boissons alcooliques et des produits du tabac aujourd'hui .....	9
<b>3.</b>	<b>Conclusion .....</b>	<b>9</b>

## **1. Soutien des entités du secteur industriel exerçant des activités de commerce extérieur**

- a) Brève description et évolution des instruments législatifs régissant les activités de commerce extérieur du secteur industriel

Il était courant par le passé de promulguer divers instruments à caractère normatif pour accorder divers types de privilèges et de subventions à des sociétés et à des entreprises données, ou à des branches entières de production. Ces instruments ont été pour la majorité adoptés en 1993, soit 31 résolutions du Conseil des ministres; dix autres instruments semblables ont été adoptés en 1992 et en 1994-1996.

La plupart de ces instruments normatifs exemptaient certains accords ou contrats conclus par des entreprises ukrainiennes de l'application de taxes et de droits, souvent sans motif sérieux, voire sans aucune raison. Parfois, les privilèges étaient accordés pour une année entière. Par exemple, la Résolution n° 613 du 10 août 1993 du Conseil des ministres sur l'octroi de privilèges fiscaux à la société par actions "Nord" exemptait de la taxe sur la valeur ajoutée les opérations de troc que cette société (qui n'est pas une entreprise publique) effectuait au titre de dix contrats différents. Au cours de la même année, l'usine d'extraction de métaux de Makiyivka a été exemptée de l'impôt sur les bénéfices découlant de ses exportations de produits métalliques. Tous les instruments précités ne sont appliqués que pour une durée limitée (ils expiraient en général après un an) ou ont été révoqués par voie de décisions subséquentes de la Rada ou du Conseil des ministres. Aucune n'est en vigueur aujourd'hui.

- b) Description des instruments législatifs en vigueur

Un certain nombre d'instruments législatifs accordant des privilèges aux entreprises exerçant des activités de commerce extérieur sont néanmoins en vigueur aujourd'hui. Ces privilèges concernent et visent des sociétés et des entreprises données tout autant que des branches entières de production. Elles sont énumérées ci-après.

i) *Loi n° 535/97 du 19 septembre 1997 sur les mesures de soutien de la fabrication d'automobiles en Ukraine*

Bien que, de toute évidence, cette loi ait été conçue dans l'intérêt de la coentreprise "AvtoZAZ-Daewoo", il n'est aucunement fait mention de celle-ci dans le texte de la loi. Officiellement, la loi vise toutes les coentreprises à capitaux étrangers. Toutefois, une lecture plus attentive fait clairement ressortir qu'une seule entreprise bénéficie de tout l'éventail des privilèges prévus par cette loi et au nombre desquels figurent les suivants:

- Exemption des droits d'importation pour les marchandises servant dans la production d'automobiles et de pièces de rechange ou servant d'intrants manufacturiers.
- Exemption de la TVA pour les marchandises susmentionnées au moment de leur entrée en territoire douanier ukrainien.
- Exemption de la TVA pour les ventes d'automobiles produites par des entreprises résidant en Ukraine.
- Exemption de la taxe foncière (impôt immobilier) pour les terres sur lesquelles sont érigées les entreprises susmentionnées; cette exemption ne s'applique toutefois qu'à la partie du terrain à l'égard duquel le montant des capitaux étrangers investis dans le capital autorisé de l'entreprise équivaut à 400 000 dollars par hectare. Par exemple, si une coentreprise occupe 10 hectares et que l'investissement étranger dans cette entreprise équivaut à 1 000 000 de dollars, alors une superficie de 2,5 hectares (1 000 000/400 000 dollars) sera exemptée de la taxe foncière et les 7,5 hectares qui restent y seront assujettis.
- Exemption de l'obligation de contribuer au Fonds national en faveur de l'innovation.

Ces privilèges sont accordés à la condition que les capitaux étrangers incorporés au capital autorisé d'une entreprise nationale de construction d'automobiles ne représentent pas moins de 150 000 000 de dollars et que la proportion des salariés de nationalité ukrainienne ne soit pas inférieure à 90 pour cent. Autrement dit, au moins 90 pour cent des salariés d'une entreprise nationale qui sont affectés à la production d'automobiles et de pièces de rechange doivent être des Ukrainiens.

Conjugués à l'interdiction d'importer des automobiles de plus de cinq ans et à l'instauration de prix (indicatifs) minimaux (Résolution n° 146 du 16 février 1998 du Conseil des ministres), ces privilèges ont mis la coentreprise "AvtoZAZ-Daewoo" dans une situation très privilégiée.

L'action conjuguée de ces facteurs a occasionné un certain nombre de complications. Le problème réside dans le fait que les instruments normatifs susmentionnés vont à l'encontre de l'Accord sur le partenariat et la coopération signé entre l'Ukraine et l'Union européenne le 16 juin 1994 ainsi que des règles du GATT/OMC.

Ils contreviennent plus particulièrement aux articles 10, 14, 15, 16 et 49 de l'Accord Ukraine-UE et aux articles III:2, V, VII:2 et XI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. La Commission européenne, par l'intermédiaire du Comité de coopération Ukraine-UE, a déjà exprimé ses préoccupations et signalé que ces irrégularités risquaient de compliquer le processus de rapprochement.

Quoi qu'il en soit, il est encore trop tôt pour parler de "percées" sur le marché pour la coentreprise "privilegiée" en question. À en croire les experts, le marché ukrainien de l'automobile a produit près de 200 000 unités en 1998. À la fin de septembre 1998, la coentreprise "AvtoZAZ-Daewoo" avait produit 20 000 automobiles, dont 2 000 ont été vendues. L'avenir de la coentreprise demeure nébuleux, étant donné que Daewoo a récemment remis en question l'opportunité d'accroître la production, comme il avait été planifié plus tôt, rendant ainsi incertains les projets d'investissement.

ii) *Résolution n° 166-XIV du 6 octobre 1998 de la Rada Suprême sur les mesures d'urgence concernant le secteur de l'exploitation des mines de métaux d'Ukraine*

Aux termes du paragraphe 5 de la Résolution n° 166-XIV du 6 octobre 1998 de la Rada Suprême sur les mesures d'urgence concernant le secteur de l'exploitation des mines de métaux d'Ukraine, le Conseil des ministres est incité à exempter de droits d'importation le matériel de fabrication et l'équipement technique servant à l'industrie d'extraction des métaux. Le paragraphe 6 recommande que la Banque nationale d'Ukraine autorise les producteurs du secteur de l'exploitation des mines de métaux à verser des paiements anticipés et progressifs à l'égard des contrats d'importation et leur accorde d'autres privilèges qui leur donnent une avance par rapport aux autres entités exerçant des activités de commerce extérieur. Cependant, ni le Conseil des ministres ni la Banque nationale d'Ukraine n'a encore pris de dispositions pour mettre en œuvre ces recommandations, et la résolution en question n'a donc eu aucun effet sur le marché ou sur ses acteurs.

iii) *Résolution n° 462-XIV du 2 mars 1999 de la Rada Suprême sur les mesures d'urgence concernant le secteur national des communications*

Aux termes du paragraphe 1 de la Résolution n° 462-XIV du 2 mars 1999 de la Rada Suprême sur les mesures d'urgence concernant le secteur national des communications, le Parlement recommande que le Conseil des ministres mette en œuvre des instruments normatifs exemptant les entreprises publiques de communications du paiement des droits d'importation sur le matériel de fabrication et l'équipement technique figurant sur la liste établie par le Comité national des communications. Le paragraphe 4 recommande que la Banque nationale d'Ukraine modifie ses instruments normatifs de manière à autoriser les paiements anticipés et progressifs à l'égard des contrats d'importation faisant l'objet d'une garantie accordée par les établissements de crédit avec lesquels ces entreprises font affaire. Ce paragraphe recommande également que la Banque nationale d'Ukraine autorise l'utilisation de crédit accordé par des entités étrangères pour les paiements anticipés des importations, le règlement des paiements au titre des contrats d'importation et d'exportation, sans qu'il soit nécessaire d'obtenir un certificat d'"exonération de dette fiscale" de l'Administration fiscale nationale, et la conversion monétaire à des taux préférentiels en vue du paiement des marchandises. Aux termes du paragraphe 5, les directeurs des entreprises nationales de communications peuvent effectuer leurs paiements et remplir leurs obligations avant d'effectuer les paiements prévus au titre du budget de l'État ou du Fonds de retraite ou d'autres paiements obligatoires. Toutefois, comme dans l'exemple précédent, ni le Conseil des ministres ni la Banque nationale d'Ukraine n'a encore pris de dispositions pour mettre en œuvre ces recommandations, lesquelles n'ont pour ainsi dire eu aucune incidence sur le marché ou sur ses acteurs.

iv) *Résolution n° 155 du 16 février 1998 du Conseil des ministres portant confirmation de la Liste des exemptions de droits visant le produit de la vente d'automobiles et de véhicules pour le transport de personnes et de marchandises, des motocycles et des pneus s'y rapportant fabriqués par des entreprises ukrainiennes de diverses formes de propriété*

La résolution susmentionnée établit la liste des exemptions de redevances auxquelles ont droit les producteurs d'automobiles et de pneus. Pour y être admissible, il faut d'abord et avant tout n'avoir produit pas moins de 1 000 automobiles ou 100 000 de pneus au cours d'une année. L'activité du

marché est décrite ci-dessus. En ce qui concerne les producteurs de pneus, deux bénéficient de ces exemptions, à savoir "Dniproshyna" et "Rosava". Leur production combinée représente plus de 95 pour cent de la production ukrainienne totale de pneus, et quelque 70 pour cent en est exporté. Ces privilèges constituent l'un des principaux facteurs du faible coût des pneus fabriqués dans le pays et de leur avantage concurrentiel relatif sur les pneus importés. De toute évidence, les pneus importés sont désavantagés à cet égard.

- v) *Loi n° 276-XIV du 20 novembre 1998 portant modification de la Loi sur les taux des droits d'accise et des droits d'importation applicables à certaines catégories de marchandises (produits)*

Conformément à la Loi n° 276-XIV du 20 novembre 1998 portant modification de la Loi sur les taux des droits d'accise et des droits d'importation applicables à certaines catégories de marchandises (produits), les producteurs ukrainiens de téléviseurs couleur sont exemptés de certains droits.

Pour être admissible, un producteur doit prétendre à un potentiel de production annuelle minimale de 100 000 appareils et il doit produire pas moins de 1 000 appareils par mois et y incorporer des composants nationaux dans une proportion d'au moins 20 pour cent.

Cependant, d'après le Ministère de la politique industrielle, devant l'impossibilité de remplir ces trois critères, aucun producteur national de téléviseurs n'a pu profiter de ces privilèges depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999 (date d'entrée en vigueur de cette loi). En outre, ladite loi fixe des droits d'importation spécifiques à l'égard des téléviseurs: jusqu'à 37 cm: 1 euro; 37-54 cm: 1,2 euro; 54 cm et plus: 2,7 euros par centimètre de longueur de l'écran mesuré en diagonale.

Malheureusement, il est très difficile d'évaluer précisément les effets qu'aura cette loi sur le marché de la télévision étant donné la régression qu'il connaît depuis août 1998. Certes, cette loi a grandement contribué à la diminution des ventes. Il faudrait de plus noter que la loi dispose que le barème des droits d'importation susmentionné arrivait à échéance à la fin de l'an 2000.

- vi) *Accord de coopération en matière de fabrication entre l'Ukraine et la Fédération de Russie conclu le 24 avril 1998*

L'Accord de coopération en matière de fabrication de l'Ukraine et la Fédération de Russie conclu le 24 avril 1998 est un autre document d'importance dont il faut tenir compte.

Un Protocole est intervenu entre le Conseil des ministres de l'Ukraine et le gouvernement de la Fédération de Russie concernant la fourniture de produits dans le cadre de l'Accord de coopération en matière de fabrication. Ce document exempte de la TVA et de droits des quantités données de marchandises fournies par les entreprises des deux États concernés (appendices 1 et 2). Le protocole a été signé le 23 octobre 1998 et, le 13 janvier 1999, sa période d'application a été prolongée jusqu'en 1999. Il y a toutefois lieu de noter que la TVA perçue à l'égard des opérations de commerce extérieur avec la Russie a été supprimée en février 1998 et que tous les exportateurs ukrainiens sont exonérés de la TVA et des droits. En fait, cet accord n'a pour seul effet que d'exempter les importateurs ukrainiens des droits.

L'appendice 1 contient la liste des fournisseurs russes et des destinataires ukrainiens de marchandises, la liste des marchandises proprement dites et leurs codes ainsi que les quantités admissibles. L'appendice compte 42 pages et énumère 23 entreprises ukrainiennes (sans parler des filiales) qui font usage en moyenne de 15 types de marchandises importées. Cependant, de toutes les marchandises figurant sur la liste, seuls les pneus sont assujettis à des droits. De fait, de tous les destinataires ukrainiens, seuls les acheteurs de pneus, et plus précisément les coentreprises "Atek"

(Kiev, 54 000 unités) et "AP KRAZ" (Kremenchuk, 36 300 unités) bénéficient des exemptions. Le droit s'élève à 5 euros l'unité. Il faut également noter que l'Ukraine a produit plus de 8 millions de pneus en 1998 et que, comme il a été mentionné plus tôt, la majeure partie de cette production est aussi exemptée de droits. Dans la réalité, les importations bénéficiant de privilèges (ou celles qui sont traitées sur un pied d'égalité avec les produits nationaux du point de vue de l'exemption de droits) représentent un peu plus de 1 pour cent de toutes les importations.

Manifestement, le protocole avait moins pour objet d'accorder des privilèges, étant donné que ceux-ci avaient été concédés auparavant, que de fournir des garanties supplémentaires à certaines entreprises pour les prémunir contre des modifications législatives éventuelles.

*vii) Mise en œuvre et incidence des lois précitées dans la perspective des organisations internationales*

Il est difficile de prévoir l'incidence que pourraient avoir les lois précitées sur les obligations que l'Ukraine a contractées à l'échelle internationale. La plupart de ces instruments ont déjà provoqué la colère de l'Union européenne. Le règlement satisfaisant de pareils conflits est l'une des conditions auxquelles l'Ukraine doit se plier pour obtenir de l'UE les crédits qui lui permettront d'équilibrer sa balance des paiements, faute de quoi ses emprunts à l'étranger pourraient s'en ressentir directement. La Commission européenne a déjà présenté une demande de consultation urgente en la matière. Si le gouvernement ne dissipe pas promptement les frictions ainsi occasionnées, il risque d'hypothéquer sa capacité de crédit auprès de l'UE et de nombreuses autres institutions financières internationales, pour autant que celles-ci ont souvent des intérêts coïncidents.

**2. Soutien des entités du secteur agro-industriel exerçant des activités de commerce extérieur**

**a) Privilèges et subventions dans le secteur agricole - Aperçu historique**

La situation du secteur agricole se distingue considérablement de celle des autres secteurs de l'économie.

Les revenus importants que génère la production agricole constituent la principale raison qui motive le vif intérêt de l'État pour ce secteur. Comme dans le cas du secteur industriel, un certain nombre d'instruments législatifs et réglementaires conférant des privilèges au secteur agricole (y compris aux opérations d'exportation) ont été adoptés. À l'heure actuelle toutefois, la plupart de ces instruments sont inopérants. Par exemple, la Résolution n° 957 du 29 novembre 1995 du Conseil des ministres visant l'invalidation de certaines décisions gouvernementales en matière d'imposition a eu pour effet d'annuler 12 décisions gouvernementales conférant des privilèges fiscaux à des entités du secteur agro-industriel.

L'examen des privilèges en vigueur aujourd'hui doit tenir compte du moratoire de deux ans sur l'imposition des producteurs agricoles, lequel arrive à échéance le 1<sup>er</sup> janvier 2000. Il faut absolument signaler que ce moratoire s'applique à tous les producteurs agricoles sans exception.

Suit un examen des activités de réglementation et de l'octroi de conditions particulièrement favorables à certaines entités.

b) Le marché des céréales aujourd'hui

i) *Khlib Ukrainy (Pain d'Ukraine) – Évaluation*

C'est surtout sur le marché des céréales que le gouvernement intervient beaucoup. Ici, le point en litige concerne la société nationale par actions Khlib Ukrainy, créée par voie de la Résolution n° 1000 du 22 août 1996 du Conseil des ministres sur la création de la société nationale par actions Khlib Ukrainy. Cette entreprise est née de la dissolution, sur ordre du Comité antimonopole, du Département des produits de boulangerie et du Département des produits d'affouragement du Ministère de l'agriculture. Cependant, la résolution ayant porté création de Khlib Ukrainy a donné à cette entreprise des pouvoirs monopolistiques, y compris le droit d'exploiter des entreprises de production de produits céréaliers et de produits d'affouragement, et d'exercer le rôle d'acheteur exclusif de céréales pour l'État. L'entreprise a également été chargée de stocker les céréales et les semences destinées aux réserves de l'État.

Les institutions financières internationales manifestent depuis longtemps leur désapprobation vis-à-vis de la situation qui prévaut sur le marché ukrainien des céréales. C'est ce qui a poussé la Banque mondiale et le Fonds monétaire international à faire de la libéralisation du marché des céréales et de la restructuration de Khlib Ukrainy une condition essentielle de leur financement ultérieur.

ii) *Privatisation des entreprises de production céréalière, de boulangerie et de distribution*

Il y a deux ans, la privatisation des entreprises du secteur de la boulangerie était interdite par la loi et, naturellement, les entreprises commerciales ont beaucoup souffert des coûts artificiellement élevés de l'exploitation des silos à céréales. Durant l'été 1998, le coût des services de base (récolte, séchage, nettoyage et stockage pour un ou deux mois) a représenté 30 pour cent du coût des céréales proprement dites (dans le cas du maïs, la proportion était de 75 pour cent). Mais la situation a récemment pris une toute autre tournure. D'après le Fonds des biens de l'État, au 28 avril 1999, plus de 70 pour cent des 327 entreprises céréalières et des entreprises de boulangerie et de distribution avaient été privatisées; mais les effets de cette privatisation ne seront mesurables qu'après la prochaine récolte.

Il y a lieu de signaler que, au titre de l'Aide-mémoire sur la politique économique pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 1999 au 30 juin 2001 et adopté par le FMI dans le cadre de son mécanisme élargi de crédit, l'Ukraine doit privatiser 443 entreprises céréalières et entreprises de boulangerie et de distribution à hauteur de 70 pour cent, c'est-à-dire que les actifs de chaque entreprise doivent être privatisés dans une proportion d'au moins 70 pour cent. Le processus a déjà commencé pour 442 entreprises de ce secteur, qui en compte 543; autrement dit, 81,6 pour cent des entreprises de production de céréales, de boulangerie et de distribution sont vouées à la privatisation.

iii) *Modifications du statut de Khlib Ukrainy*

La Résolution n° 220 du 16 février 1999 du Conseil des ministres portant modification de certaines décisions du Conseil des ministres de l'Ukraine a eu pour effet de transformer la société nationale par actions Khlib Ukrainy en une société ouverte. Cette entreprise a du fait même perdu tout son pouvoir de surveillance sur les entreprises de production de céréales et de produits d'affouragement qui prendront la succession du Département des produits de boulangerie et du Département des produits d'affouragement. Par ailleurs, Khlib Ukrainy ne détient plus le monopole des commandes de céréales par l'État, quoiqu'elle continue d'exercer des droits exclusifs de stockage des réserves de céréales et de semences de l'État.

Cette résolution est surtout déficiente du fait de l'absence d'un mécanisme qui assurerait efficacement la transformation de Khlib Ukrainy (par voie de privatisation ou de transformation en entreprise commerciale) en une société ouverte. Jusqu'ici, seul son nom a changé. Quoi qu'il en soit, vu l'intérêt que les nombreuses parties intéressées portent à son avenir, tout donne à croire que la question sera réglée sous peu.

*iv) Restrictions concernant le transport des céréales*

Pour clore cette analyse du marché céréalier, il convient de signaler que, année après année, les autorités ont pris des mesures limitant la libre circulation des grains. L'année dernière n'a pas fait exception. Dans la presque totalité des oblasts ukrainiens producteurs de céréales (Chernihiv, Odesa, Kherson et d'autres), les administrations locales ont pris des mesures pour empêcher que les entités commerciales ne vendent des céréales, et ce, jusqu'à ce que les entreprises agricoles eussent honoré les contrats qu'elles avaient conclus au niveau régional et remboursé leurs dettes à l'État et à d'autres organisations publiques. Étant donné que jusqu'à 90 pour cent des facteurs de production agricole (carburant, lubrifiants, semences, matériel agricole et pièces de rechange) sont fournis par les entités commerciales à l'avance (la récolte tenant lieu de garantie de remboursement), il est aisé de comprendre les conséquences fâcheuses de cette décision. Certains experts ont signalé que pareilles mesures gouvernementales ont, en fait, empêché les opérations de grain à terme de remplir leur rôle de mécanisme de financement du secteur agricole.

*c) Le marché des pesticides et des herbicides aujourd'hui*

Le marché des pesticides et des herbicides est un autre élément du complexe agro-industriel qui mérite qu'on s'y attarde. Bien que l'État ne soit plus un fournisseur direct de ces produits depuis plus de deux ans, il continue d'exercer une influence considérable sur ce marché. En 1996, la société ouverte "Agrokhimtsentr" a vu le jour après l'éclatement de la société d'État "Ukragrokhim", elle-même issue d'une fusion. Bien que cette entreprise n'appartienne pas à l'État, ses liens de dépendance sont évidents. Il suffit, par exemple, de mentionner la décision du Parlement (Résolution n° 263 du 16 mai 1997 de la Rada Suprême sur l'utilisation du crédit de la Banque du Japon) selon laquelle la dette qu'"Agrokhimtsentr" a contractée auprès de la société japonaise Sumitomo au titre de l'achat de pesticides doit être remboursée à 85 pour cent à l'aide du crédit de la banque Eximbank du Japon, ce qui représente une somme de 9,1 millions de dollars. Ou encore, par exemple, la décision qu'est venue confirmer l'Ordonnance n° 65/213/77 du 14 octobre 1997 du Ministère du secteur agro-industriel, du Ministère des finances et de la société nationale par actions Khlib Ukrainy accordant à "Agrokhimtsentr" le monopole de la fourniture d'engrais nationaux aux producteurs agricoles durant la saison céréalière de 1998. Grâce à l'aide qu'elle a obtenue de divers paliers de gouvernement et à son exploitation des anciens centres agrochimiques de l'oblast, qui s'étendent sur la presque totalité du territoire ukrainien, la société "Agrokhimtsentr", s'est taillée une place extrêmement privilégiée sur le marché ukrainien, rendant du coup l'accès au marché très difficile pour les concurrents potentiels. Même si "Agrokhimtsentr" n'est pas à véritablement parler une entreprise monopolistique, elle semble occuper une position de loin supérieure à celle des autres acteurs du marché des pesticides et des herbicides.

*d) Le marché des engrais aujourd'hui*

La situation qui règne sur le marché des engrais aujourd'hui est très différente de celle du marché des herbicides et des pesticides. La capacité de production d'engrais est de loin supérieure à la capacité de production d'herbicides et de pesticides. Le marché compte plus de dix grands producteurs d'engrais. Malgré cela, il n'est pas très fonctionnel. Dans une grande mesure, il faut en reporter le blâme sur l'intérêt particulier que l'État porte au matériel et à l'équipement technique des entreprises agricoles en général, et aux engrais en particulier. L'an dernier, l'entreprise bien connue "Agrokhimtsentr" a vendu des engrais à la demande de la société nationale par actions Khlib Ukrainy



dans le cadre d'accords trilatéraux conclus entre les entreprises agrochimiques, les producteurs agricoles et les entreprises de transformation. Toutefois, depuis le 30 juin 1998, en dépit de la hausse du prix indicatif des céréales (120 dollars EU la tonne de céréales de catégorie 3) par rapport au prix du marché (106 dollars EU), les producteurs céréaliers ne paient que 15 pour cent de la valeur des engrais qu'ils achètent. De plus, faute d'un mécanisme de fixation des prix, les pertes associées à l'amendement des cultures de blé d'hiver ont eu pour effet d'augmenter les dépenses de près de 20 pour cent.

- e) Le marché des eaux-de-vie de fruits, des boissons alcooliques et des produits du tabac aujourd'hui

En vertu de la Loi n° 481/95 du 19 décembre 1995 sur la réglementation par l'État de la production et du commerce d'alcool éthylique, de cognac, d'eaux-de-vie de fruits, de boissons alcooliques et de produits du tabac, les entreprises d'État, avec l'assentiment spécial du Conseil des ministres, maintiennent leurs droits exclusifs de faire l'importation et l'exportation ainsi que le commerce de gros de l'alcool éthylique, du cognac, des eaux-de-vie de fruits, des boissons alcooliques et des produits du tabac. Le commerce de détail de ces produits est cependant interdit. Le Conseil des ministres autorise les entreprises publiques à exercer ces activités commerciales sur la recommandation de la Commission interministérielle chargée d'examiner les demandes. Les producteurs de champagne (vins mousseux) et de cognac sont dispensés des frais associés à l'obtention de la permission spéciale d'importer les ingrédients servant dans la fabrication du vin (cette dispense prendra fin le 1<sup>er</sup> janvier 2000).

Les prescriptions de cette loi ne visent pas la production et la distribution (commerce) des alcools techniques (industriels) destinés à la fabrication, au brassage et à la distribution de la bière ni la production de vins de raisins et de petits fruits ou des préparations-maison pour la consommation personnelle. Ces activités ne sont pas sous le coup du monopole de l'État.

Toute entreprise qui obtient une licence du Ministère des relations économiques extérieures et du commerce peut se livrer à l'importation et à l'exportation de tout type de boissons alcooliques et de produits du tabac.

### **3. Conclusion**

Il a été analysé dans le présent document la question du soutien de l'État et des privilèges accordés aux entités qui exercent des activités économiques extérieures.

Les exemples donnés illustrent bien que l'État est incapable de réglementer efficacement la répartition des ressources et, par conséquent, que sa réglementation est inopportune, au vue des pertes qu'ont encourues aussi bien le gouvernement que les entreprises. Dès que l'État cessera d'intervenir, des mécanismes adéquats du marché prendront la relève et détermineront ce qui doit être produit, qui le produira et quelles ressources seront mises à contribution (heureusement, l'Ukraine ne manque pas de ressources).

Comme il a été signalé, la grande majorité des instruments législatifs qui étaient censés privilégier le secteur industriel n'ont pas été mis en œuvre. Dans certains cas, c'est parce qu'elles n'ont pu remplir tous les critères requis que les entreprises n'ont pu profiter des privilèges (tels les producteurs nationaux de téléviseurs couleur) et que les instruments législatifs en question n'ont pas été mis à exécution. Par ailleurs, ces privilèges n'avaient qu'un champ d'application relativement limité et, par-dessus tout, ils ont suscité un vaste débat. Le gouvernement se rend de plus en plus compte que l'octroi de privilèges à certains acteurs a pour effet de ralentir le développement de la concurrence, laquelle est à la base de toute économie normale de marché.

La situation du secteur agro-industriel paraît plus déroutante. Tout d'abord, le secteur agricole est moins transparent et plus prédisposé à l'intervention gouvernementale. Toutefois, d'importantes étapes ont déjà été franchies en vue de l'établissement d'un mécanisme de marché, non sans la participation active d'organisations financières internationales, qui suivent le processus de très près et font leur recommandations. Tout porte à croire que, sauf renversement de la politique économique générale, les changements qui ont récemment été instaurés deviendront visibles et durables.

---